



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 20 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09 septembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CIV

28 rue de L'Olivette
77450 Isles-Lès-Villenoy

Références : E25 - 2511
Code AIOT : 0006521700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 septembre 2025 de l'établissement exploité par la société CIV aux lieux-dits « Le Poteau », « Le Chemin du Bac du Sentier du Bac » sur le territoire de la commune d'Isles-lès-Villenoy (77450). L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIV
- Le Poteau et Le Chemin du Bac Sentier du Bac - 77450 Isles-lès-Villenoy
- Code AIOT : 0006521700
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 09 septembre 2025 de l'établissement exploité par la société CIV aux lieux-dits « Le Poteau », « Le Chemin du Bac du Sentier du Bac » sur le territoire de la commune d'Isles-lès-Villenoy (77450), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de points de contrôle ci-dessous :

- **Formation du personnel** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 ;
- **Matériels de sécurité et de lutte contre un incendie** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 ;
- **Prélèvements d'eau souterraine du forage** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 ;
- **Eaux pluviales** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 ;
- **Eaux pluviales** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019 article : 3.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Consignes d'exploitation** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- **Eaux pluviales** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- **Retombées de poussières** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- **Bruits** - Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

La société CIV exploite une installation de transit et de recyclage de produits minéraux, enregistrée par l'arrêté préfectoral n° 2019 DRIEE UD77 018 du 19 février 2019, sur le territoire de la commune d'Isles-les-Villenoy.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consignes d'exploitation	Lettre du 02/07/2020	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Formation du personnel	Lettre du 02/07/2020	Demande d'action corrective	3 mois
3	Matériels de sécurité et de lutte contre un incendie	Lettre du 02/07/2020	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prélèvements d'eau souterraine du forage	Lettre du 02/07/2020	Demande d'action corrective	3 mois
5	Eaux pluviales	Lettre du 02/07/2020	Demande d'action corrective	3 mois
6	Eaux pluviales	Lettre du 02/07/2020	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Retombées de poussières	Lettre du 02/07/2020	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Bruits	Lettre du 02/07/2020	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Risque inondation	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société CIV de respecter, dans un délai maximal de 3 mois :

- l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en établissant les consignes d'exploitation, et en les affichant dans les lieux fréquentés par le personnel ;
- l'article 58 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susmentionné en effectuant un contrôle semestriel de la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel ;
- l'article 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susmentionné en réalisant un suivi

trimestriel des retombées de poussières dans l'environnement ;

- l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susmentionné en mettant en place une surveillance annuelle des niveaux sonores de ses activités.

En outre, La société CIV devra réaliser, dans un délai maximal de 3 mois, les actions suivantes :

- former, le cas échéant, les nouveaux employés, préposés à la surveillance et à l'entretien des installations, à l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.
- engager les actions correctives pour lever les non-conformités relevées dans le rapport du 18 septembre 2025 de contrôle des installations électriques. Un nouveau contrôle de ces installations électriques devra être réalisé en 2026 et le rapport de contrôle devra être transmis à l'inspection des installations classées dès réception ;
- équiper le forage d'un nouveau compteur, et réaliser le relevé mensuel de ses prélèvements d'eaux souterraines ;
- réaliser la vidange et le curage des séparateurs d'hydrocarbures ;
- mettre en place un dispositif d'obturation des séparateurs d'hydrocarbures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : Établir, dans un délai maximal de 2 mois, les consignes d'exploitation (non-conformité à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012) qui préciseront notamment : <ul style="list-style-type: none">◦ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;◦ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;◦ l'obligation du permis de travail pour les parties concernées de l'installation ;◦ les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;◦ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ;◦ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;◦ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;◦ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;◦ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;◦ les modes opératoires ;◦ la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;◦ les instructions de maintenance et nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;◦ l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats :

L'exploitant n'a pas mis en place de consignes d'exploitation. Il précise que les différentes procédures sont transmises au personnel oralement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CIV devra établir les consignes d'exploitation visées à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, et les afficher dans les lieux fréquentés par le personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020

Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Justifier, dans un délai maximal de 2 mois, que le personnel en charge d'intervenir en cas d'accident est formé à la conduite à tenir et notamment formé pour l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs,...) (non-conformité à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).

Constats :

Le personnel a été formé, en 2020, à l'utilisation des extincteurs. L'exploitant a présenté l'attestation de la formation qui s'est déroulée le 20 octobre 2020.

L'exploitant devra former, le cas échéant, les nouveaux employés, préposés à la surveillance et à l'entretien des installations, à l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CIV devra former, le cas échéant, les nouveaux employés, préposés à la surveillance et à l'entretien des installations, à l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Matériels de sécurité et de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle

Prescription contrôlée : Transmettre, dès réception, le dernier rapport de contrôle périodique des matériels de sécurité et de lutte contre un incendie (non-conformité à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés le 03 avril 2025. L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques, effectué le 15 septembre 2025. Des non-conformités ont été constatées, certaines ont déjà été signalées lors des contrôles précédents. Le précédent contrôle date du 23 mai 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société CIV devra engager, dans un délai maximal de 3 mois, les actions correctives pour lever les non-conformités relevées dans le rapport du 18 septembre 2025 de contrôle des installations électriques. Un nouveau contrôle de ces installations électriques devra être réalisé en 2026 et le rapport de contrôle devra être transmis à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prélèvements d'eau souterraine du forage

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Prescription contrôlée : Réaliser le relevé mensuel des prélèvements d'eau souterraine du forage (non-conformité à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012) ;
Constats : L'eau prélevée du forage est utilisée pour abattre l'empoussiérage et occasionnellement laver les engins. L'exploitant indique que le compteur est cassé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société CIV devra équiper, dans un délai maximal de 3 mois, le forage d'un nouveau compteur, et réaliser le relevé mensuel de ses prélèvements d'eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Réaliser, dans un délai maximal de 2 mois, la vidange et le curage des séparateurs d'hydrocarbures (non-conformité à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).
Constats : L'exploitant indique que le curage du séparateur d'hydrocarbures a été réalisé en 2022. Toutefois, il n'a pas été en mesure de présenter de justificatif. Le dernier curage remontant à plus de deux ans, l'exploitant doit réaliser un nouveau curage des séparateurs d'hydrocarbures, conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société CIV devra réaliser, dans un délai maximal de 3 mois, la vidange et le curage des séparateurs d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux rejetées
Prescription contrôlée : Contrôler, dans un délai maximal de 2 mois, la qualité des rejets des eaux pluviales traitées avant rejet dans le milieu naturel (non-conformité à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de contrôle de la qualité des rejets

des eaux pluviales traitées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La société CIV devra réaliser, dans un délai maximal de 3 mois, le contrôle de la qualité des rejets des eaux pluviales traitées avant rejet dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures
Prescription contrôlée :
Réaliser des campagnes trimestrielles de mesures des retombées de poussières et transmettre annuellement un bilan de ces résultats (non-conformité à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).
Constats :
L'exploitant a présenté le rapport du 11 septembre 2024 des mesures de retombées de poussières dans l'environnement. Ce rapport présente les résultats des campagnes de mesures de mai et juin 2024. Le niveau d'empoussièrement est faible.
L'exploitant n'a pas justifié le respect de la fréquence trimestrielle des mesures de retombées de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La société CIV doit réaliser un suivi trimestriel des retombées de poussières dans l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Bruits

Référence réglementaire : Lettre du 02/07/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée :
Mettre en place une surveillance sonore des installations conformément aux fréquences imposées à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des niveaux sonores, réalisé en mai 2020. Les valeurs limites sont respectées.

L'exploitant n'a pas justifié que la fréquence des mesures sonores est annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CIV devra mettre en place une surveillance annuelle des niveaux sonores de ses activités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

La gestion des eaux pluviales du site est réalisée conformément aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

Un plan de principe de gestion des eaux pluviales du site est annexé au présent arrêté.

Les eaux collectées au niveau de la plateforme de ravitaillement imperméabilisée située à proximité de l'atelier sont canalisées vers un débourbeur-déshuileur avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration situé à l'entrée du site. Une vanne d'obturation est mise en place en aval du débourbeur-déshuileur pour empêcher l'évacuation des eaux en cas de pollution accidentelle.

Un bassin de rétention et d'infiltration d'eaux pluviales d'une capacité de stockage de 628 m³ est créé au Sud-Ouest du site.

Constats :

La plateforme de ravitaillement, située à proximité de l'atelier, est équipée d'un débourbeur-déshuileur.

Un bassin d'infiltration a été créé au Sud-Ouest du site.

L'exploitant indique que les débourbeurs-déshuileurs ne sont pas équipés de système d'obturation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CIV devra mettre en place, dans un délai maximal de 3 mois, un dispositif d'obturation des séparateurs d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'inondation
Prescription contrôlée : Un bassin de compensation pour la gestion des eaux d'inondation est mis en place en limite Sud-Ouest du site. Ce bassin sera maintenu vide et permettra d'accueillir 555 m ³ de volume en cas de remontée de nappe.
Constats : Un bassin d'infiltration se trouve en limite Sud-Ouest du site.
Type de suites proposées : Sans suite

